

En Valais, le collectif Femmes* se mobilise pour que le canton ne soit pas représenté que par des hommes au National. A Berne, le risque de recul des femmes élues est réel

Vers un reflux de la vague violette au parlement?



SOPHIE DUPONT

Fédérales ► Sur les huit sièges que compte le Valais au National, tous sont occupés par des hommes. «Pour la chambre qui est censée représenter la population, c'est particulièrement choquant», juge Aude Rapin, du collectif Femmes*, qui a organisé la Grève féministe. Les militantes ont distribué au marché de Sion des flyers appelant à voter femmes*. «Les gens n'ont pas conscience de la situation. Quand nous questionnons les passant·es, la plupart imagine que deux ou trois Valaisannes siègent au National», témoigne-t-elle. Le Conseil des Etats compte quant à lui une femme et un homme, les centristes Marianne Maret et Beat Rieder.

L'action du collectif visait à pousser à la réflexion, sans appeler à voter pour un parti ou un autre. «Nous ne demandons pas non plus de choisir uniquement des femmes. Mais nous amenons les citoyen·nes à se questionner sur leurs manières de voter», poursuit la militante. Dans les faits, la porte du Conseil national restera difficile à franchir pour les candidates valaisannes, car les huit hommes sortants (3 PDC, 2 UDC, 1 PLR, 1 PS, 1 Vert) se représentent. Parmi les candidates, la socialiste Sarah Constantin est la mieux placée pour espérer récupérer un siège.

«Des personnalités fortes»

«Il ne suffit pas de faire figurer des femmes sur les listes des partis. Il faut des personnalités fortes, qui peuvent sortir du lot face à des hommes qui ont déjà



La Grève des femmes en juin 2023 sur la place Fédérale. KEYSTONE

un siège à Berne», martèle Aude Rapin. Pour celle qui est elle-même élue socialiste, députée suppléante au Grand Conseil, les partis ont un rôle important à jouer pour soutenir les candidates, les préparer aux débats et les former à l'arène politique. Dans sa fonction, elle constate que les politiciennes sont encore souvent écartées des lieux où se nouent les contacts politiques. «La foire du Valais, par exemple, est un milieu très masculin. Et les hommes ont tendance à se retrouver entre eux pour l'apéro», relève-t-elle. Le collectif a également interpellé l'Office cantonal de l'égalité et de la famille, lui demandant de se positionner sur la représentativité. Celui-ci indique proposer des formations à l'intention des politiciennes, notamment sur la confiance en soi et la communication sur les réseaux

sociaux. «Des recommandations pour les partis figurent également dans nos brochures. Nous leurs conseillons de recruter des femmes, de les former et de leur donner une place au sein des partis pendant toute la législature», explique Katy Solioz-François, cheffe de l'Office.

Au niveau suisse, la représentativité des femmes sous la Coupole avait bondi en 2019. Le Conseil national compte ainsi 41% de femmes (contre 32% en 2015), et elles sont 28% au Conseil des Etats (contre 15% en 2015). Mais cette avancée vers la parité n'est de loin pas acquise et les risques de reflux sont réels. «En 2019, la conjoncture était plus favorable au discours sur la présence des femmes en politique fédérale», constate Andrea Pilotti, politologue à l'université de Lausanne. La première grande grève fémi-

niste depuis 1991 avait mobilisé massivement et mis l'égalité à l'agenda. «Même les partis qui jugeaient moins prioritaires les questions de genre avaient en partie surfé sur la vague. Ce n'est plus le cas aujourd'hui», observe la politologue. La percée des Vert·es, parti où les femmes sont bien représentées, avait également contribué à les propulser sous la Coupole.

«Rien n'est jamais gagné»

Autre élément à prendre en compte, le nombre important d'élues de longues dates qui quittent le parlement. Sur les douze femmes sortantes qui ne remplissent pas, plus de la moitié ont siégé pendant seize ans ou plus. «Elles avaient acquis de l'expérience et une certaine capacité à faire campagne», relève la politologue. Parmi elles, on trouve la socialiste thurgo-

vienne Edith Graf-Litscher (dix-huit ans au parlement), la libérale-radical bernoise Christa Markwalder (vingt ans) ou encore la Vaudoise Ada Marra (seize ans).

Pour Andrea Pilotti, c'est aux partis de promouvoir activement les candidatures féminines. «Cela demande du temps. Il ne suffit pas de mettre leurs noms sur des listes», avertit-il. D'autant que les groupes politiques n'assurent pas toujours une relève égalitaire. Pour succéder à la sénatrice verte vaudoise Adèle Thorens, qui se retire, seuls des hommes se portent candidats, chez les Vert·es et au PS comme à droite. «Rien n'est jamais gagné en matière d'égalité. Il ne faut pas se reposer sur ses lauriers», conclut-il. Le 22 octobre nous dira si la vague violette se poursuit ou si elle est stoppée. I